

Publié du 07/05/2024  
Au 07/07/2024

**ARRÊTÉ n°6.1.2024/125**  
**Portant dérogation provisoire à la limitation de tonnage**  
**Sur le chemin de la Vallée, pour les besoins de la société EIFFAGE**  
**du lundi 13 mai 2024 au vendredi 31 mai 2024 de 07h30 à 18h00**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L.2213-1 à L.2213-5 ;  
**VU** le Code de la Route ;  
**VU** le Code de la voirie routière ;  
**VU** l'arrêté n°6.1.2015/35 du 27 février 2015 réglementant la circulation des véhicules d'un tonnage supérieur à 3,5 tonnes dans l'agglomération de la Roquette sur Siagne, modifié par l'arrêté 6.1.2020/254 en date du 10 décembre 2020 et rapportant l'arrêté n°6.1.2015/31 du 19 février 2015 et l'arrêté 6.1.2020/250 interdisant la circulation des véhicules de plus de 3,5T sur le chemin de la Vallée ;  
**VU** la demande de Monsieur Quentin Lebel agissant pour le compte de la Mairie de la Roquette sur Siagne, tendant à obtenir une dérogation provisoire de tonnage, pour le compte de l'entreprise EIFFAGE, pour un camion dont le PTAC est de 44T, pour des livraisons dans le cadre des travaux d'aménagement du parcours santé ;  
**CONSIDERANT** que pour les besoins, il convient d'autoriser une dérogation provisoire de tonnage du lundi 13 mai 2024 au vendredi 31 mai 2024 afin de permettre à l'entreprise EIFFAGE le passage pour effectuer ses travaux

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à circuler sur le chemin de la Vallée avec un camion dont le PTAC est de 44T du lundi 13 mai 2024 au vendredi 31 mai 2024 entre 07h30 et 18h00 hors samedi, dimanche et jours fériés.

**ARTICLE 2 :**

L'entreprise s'engage :

- À supporter les frais de remise en état de la chaussée dans les dépendances des voies ci-dessus et des parties privatives endommagées ;
- À assurer pendant la durée de l'autorisation exceptionnelle une surveillance continue de la chaussée, des dépendances et des parties privatives endommagées de ce même fait ;
- À procéder au nettoyage régulier de la chaussée pendant l'activité ;
- À procéder ou faire procéder dans les plus brefs délais, par une entreprise agréée à toutes les réparations des dégradations apparentes, ou encore sur simple demande des services municipaux.

**ARTICLE 3 :** Cette autorisation ne vaut pas accord de l'ensemble des propriétaires des voies privées pouvant desservir les chantiers. Le bénéficiaire se doit de faire les démarches nécessaires auprès d'eux.

**ARTICLE 4 :** Cette autorisation est révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public, ou de la circulation l'exige (ou si le transporteur ne se conforme pas aux conditions énoncées précédemment).

**ARTICLE 5 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- M. le Commandant de la Communauté de Brigade de gendarmerie de Mandelieu
- M. le Directeur Général des Services de la ville de la Roquette sur Siagne
- M. le Chef de service de la Police Municipale de la ville de la Roquette sur Siagne
- M. le Responsable du Centre Technique Municipal de la ville de la Roquette sur Siagne
- L'entreprise chargée des travaux

« Le Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18, avenue des Fleurs, 06000 NICE, soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/> »

Fait à la Roquette sur Siagne,  
Le 07 mai 2024  
Le Maire,  
Christian ORTEGA

